

**DEMATÉRIALISATION D'ARCHIVES
MAREGRAPHIQUES DU SHOM
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
ACCORD-CADRE N° 26AC01**

Numéro de la consultation : Shom_26AC01

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article R.2124-2 du code de la commande publique

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
5.1 Cadre général.....	4
5.2 Reconduction de l'accord-cadre	4
ARTICLE 6 - DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 7 - LIEU D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 9 - MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE 10 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
10.1 Représentation des parties.....	5
10.1.1 Représentation de l'acheteur	5
10.1.2 Représentation du titulaire	5
10.2 Conditions d'exécution	6
10.2.1 Remplacement des intervenants	6
10.2.2 Délais d'exécution	6
10.2.3 Émission et exécution des bons de commande.....	6
10.2.4 Exigences relatives aux prestations.....	7
10.3 Conditions d'accès sur le site du Shom.....	7
10.3.1 Accès du personnel étranger n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne	7
10.3.2 Accès du personnel français ou étranger appartenant à un pays de l'Union européenne	8
10.4 Obligation du titulaire.....	8
10.4.1 Obligation de conseil.....	8
10.4.2 Obligation d'information	8
10.4.3 Mesures de sécurité	8
10.4.4 Responsabilité du titulaire.....	8
10.5 Considérations sociales	8
10.6 Considérations environnementales	10
10.6.1 Dimension environnementale dans l'exécution.....	10
10.6.2 Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	11
10.7 Traitement de données à caractère personnel	11
10.8 Confidentialité et secret des affaires.....	12
10.9 Conflit d'intérêt.....	12
10.10 Clause de réexamen	12
10.11 Constatation de l'exécution des prestations	12
10.11.1 Opérations de vérification.....	12
10.11.1.1 Vérification lors de la phase d'étalonnage et des jeux tests (poste 1).....	13
10.11.1.2 Vérification de la prestation et taux d'anomalies tolérées (postes 2, et bons de commande).....	13
10.11.2 Constatation de l'exécution des prestations	13
10.12 Garantie.....	13
10.13 Pénalités.....	13
10.13.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	14
10.13.2 Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de fournitures relatives à la clause d'insertion prévue à l'accord-cadre	14
10.13.3 Plafonnement des pénalités.....	14
ARTICLE 11 - RÉGIME FINANCIER	14
11.1 Forme et contenu des prix	14
11.2 Variation des prix	15
11.3 Avance.....	15
11.4 Modalités financières.....	16
11.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	17
11.6 Intérêts moratoires	17
11.7 Modalités de facturation.....	17
11.7.1 Répartition des paiements	17
11.7.2 Modalités de facturation.....	17
11.7.3 Taux de TVA.....	18
11.7.4 Monnaie.....	18
11.7.5 Transmission des factures	18
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES	18

12.1	Échanges dématérialisés.....	18
12.2	Langue	18
12.3	Sous-traitance.....	18
12.4	Propriété intellectuelle.....	19
12.5	Assurances.....	19
12.6	Autres obligations administratives	19
12.7	Résiliation.....	20
12.8	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
12.9	Différends.....	20
12.10	Litiges et contentieux	20
12.11	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	21
ARTICLE 13 -	DÉROGATIONS.....	23

Article 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

EPA Shom

Établissement public à caractère administratif

Sous tutelle du ministère des armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest Cedex 2

Siret : 130 003 981 00011

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un délégataire habilité.

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la dématérialisation d'archives marégraphiques du Shom.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Article 4 - FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu pour un montant minimum correspondant à la partie forfaitaire et pour un maximum de 400 000 euros HT sur la durée de validité de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Cadre général

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une durée de 24 mois.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, 2 fois pour une durée de 1 an. La durée maximale de l'accord-cadre reconductions comprises est de 48 mois à compter de sa date de notification.

Le Shom doit se prononcer sur la non-reconduction au moins 3 mois avant la fin de chaque période d'exécution. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 6 - DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS

Le présent accord-cadre est exécuté en partie par des prestations forfaitaires et en partie par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est décomposé comme suit :

N°	Intitulé du poste	Exécution
----	-------------------	-----------

1	Etalonnage et tests, dématérialisation de 20 documents.	Forfaitaire
2	Dématérialisation de 10 000 documents de type 1, 3 et 4 et 20 000 documents de type 2, 5 et 6	Forfaitaire
3	Dématérialisation de 500 documents de type 1, 3 et 4 complémentaires, mise à jour de l'inventaire et rédaction de rapports	Bons de commande
4	Dématérialisation de 500 documents de type 2, 5, et 6 complémentaires, mise à jour de l'inventaire et rédaction de rapports	Bons de commande

Article 7 - LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations objet de l'accord-cadre se déroulent dans les locaux de l'acheteur.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, dont le bordereau des prix,
- ✓ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- ✓ le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021,
- ✓ l'offre technique du titulaire,
- ✓ le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 9 - MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 10 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

10.2.2 Délais d'exécution

Le point de départ du délai d'exécution est la notification de l'accord-cadre, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement (ATTR11).

Le poste 1 démarre le jour de l'installation de matériel de scannage par le titulaire. Le titulaire a 10 jours ouvrés pour installer les matériels sur le site de Shom à l'issue de la réunion de lancement. Lors de cette réunion de lancement, le Shom met à disposition du titulaire les données du poste 1, sur un support sécurisé en ligne. La réunion de lancement a lieu au plus tard dans les 10 jours ouvrés suivant la date de notification de l'accord-cadre. La durée d'exécution du poste 1 est indiquée dans l'offre du titulaire. Elle s'entend à compter de la date de la réunion de lancement.

Le poste 2 s'exécute dans le délai maximal de 24 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Le poste 2 démarre à compter de la date d'admission du poste 1.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

10.2.3 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis lors de la survenance du besoin.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixée dans le bon de commande, à défaut c'est sa date de notification.

Chaque bon de commande, et ses éventuelles annexes, précise notamment :

- ✓ la référence de l'accord-cadre,
- ✓ le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture),
- ✓ la date d'émission du bon de commande,
- ✓ la désignation et la quantité des prestations commandées,
- ✓ le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- ✓ le montant total (HT et TTC) du bon de commande,
- ✓ le délai d'exécution de la prestation,
- ✓ le numéro d'engagement juridique.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

10.3 Conditions d'accès sur le site du Shom

10.3.1 Accès du personnel étranger n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne

L'accès du personnel étranger hors Union européenne dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire. Il fournira à la personne responsable du contrat les éléments suivants :

- ✓ nom,
- ✓ prénom,
- ✓ date et lieu de naissance,
- ✓ adresse complète,
- ✓ numéro de pièce d'identité ou de passeport,
- ✓ date et lieu de délivrance de la pièce d'identité.

Le résultat de l'enquête conditionne l'accès du représentant du titulaire sur le site et nécessite un délai d'au moins 4 semaines et pouvant aller jusqu'à 8 semaines.

Le titulaire reconnaît avoir tenu compte de ce délai pour l'organisation de ses prestations dans le cadre du délai contractuel.

Même après enquête, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le

Shom, d'une demande au moins 3 jours à l'avance.

10.3.2 Accès du personnel français ou étranger appartenant à un pays de l'Union européenne

La procédure est identique au paragraphe précédent mais avec un délai différent. En effet, le délai est de quelques jours, mais peut aller jusqu'à 4 semaines.

10.4 Obligation du titulaire

10.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.4.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

10.4.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.5 Considérations sociales

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112 2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Cette clause est exigée dans le présent accord-cadre.

Les publics éligibles :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212 13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire ;

- les bénéficiaires d'allocations : allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV), allocation transitoire de solidarité ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L 5132 4 du code du travail : entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- les personnes placées sous-main de justice et employées au sein des Services de l'emploi pénitentiaire et des Régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ; d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales, des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi. Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés, son éligibilité peut être validée par le facilitateur à la demande de l'acheteur.

L'exigence d'insertion est de : 140 heures minimum pour le présent accord-cadre.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre au titulaire d'affecter la ou les personnes recruté(es) dans le cadre de l'exécution des clauses d'insertion par l'activité économique à la réalisation de prestations prévues par les différents marchés. La demande est recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et après accord de l'acheteur.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés et à due proportion.

Le titulaire doit réaliser cette action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans l'accord-cadre, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise. Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour

l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur pourra être nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'organisme à contacter est le suivant :

DEFIS Emploi Pays de Brest 1 rue Louis Pidoux 29200 Brest Tél. 02 98 42 08 24

www.DEFISEMPL0I.BZH

Courriel : c.amberlin@defisemploi.bzh / m.lecorre@defisemploi.bzh / t.chauviere@defisemploi.bzh

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) concernées par la spécificité de l'accord-cadre ;
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Au moment de l'attribution, l'acheteur, le titulaire et le facilitateur peuvent se rencontrer.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :

Pour le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, l'acheteur s'appuie sur le facilitateur.

À la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application de pénalités.

En tout état de cause, le prestataire notifie à l'acheteur, tout élément d'information s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. À l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le projet.

À l'achèvement de l'accord-cadre, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

10.6 Considérations environnementales

10.6.1 Dimension environnementale dans l'exécution

Les mesures mises en œuvre par le titulaire pour réduire l'impact environnemental des prestations sont mentionnées dans son mémoire technique.

10.6.2 Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, l'acheteur vérifie que le titulaire et son(s) sous-traitant(s) le cas échéant, sous réserve qu'ils soient assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement, sont à jour de leurs obligations de publication du BEGES et du plan de transition associé.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du contrat, alors le BEGES et le plan de transition associé du sous-traitant sous réserve qu'il soit lui-même soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement doivent être communiqués dans un délai maximum de six (6) mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du contrat. Si le BEGES arrive à échéance en cours d'exécution du contrat, un nouveau BEGES et son plan de transition associé sont transmis au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants concernés) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom, engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition, et à les communiquer à la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

10.7 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les numéros de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.

Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

10.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

10.9 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10.10 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent contrat pourra être menée notamment dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du contrat ou à son équilibre financier, suite par exemple à la consolidation de l'inventaire ou à la nécessité de traiter un volume d'archives complémentaires amenant à la réévaluation du montant maximal de l'accord-cadre ;
- de modification, voire ajout de postes au bordereau des prix.

En outre, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières de cette circonstance.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

10.11 Constatation de l'exécution des prestations

10.11.1 Opérations de vérification

Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de vérification s'effectuent de la manière suivante :

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

10.11.1.1 Vérification lors de la phase d'étalonnage et des jeux tests (poste 1)

Le Shom dispose de 30 jours ouvrés, à la réception des livrables, pour réaliser les opérations de vérification, et ainsi s'assurer de la conformité des fournitures avec les exigences du CCTP et notifier sa décision.

Dans l'hypothèse d'une décision positive, une réunion technique est organisée à la demande du Shom pour faire un retour d'expérience. A l'issue, le protocole de dématérialisation mis en place est considéré comme opérationnel.

Dans l'hypothèse d'une décision négative, le Shom prononce alors un ajournement. Le titulaire procède à une deuxième phase de tests dans un délai convenu avec le Shom.

Si le résultat du deuxième test n'est pas satisfaisant, le Shom se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans mise en demeure et sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 41 du CCAG/FCS.

10.11.1.2 Vérification de la prestation et taux d'anomalies tolérées (postes 2, et bons de commande)

Délai de vérification :

Le délai maximal dont dispose le Shom pour procéder aux opérations de vérification et de notifier sa décision est de deux (2) mois pour le poste 2 ou bon de commande à compter de la livraison des fichiers.

Au-delà de ce délai, la livraison pourra être considérée comme acceptée.

10.11.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement (sauf pour l'ajournement du poste 1 conformément aux dispositions de l'article 10.11.1.1 ci-dessus), la réfaction ou le rejet des prestations.

La décision d'admission des prestations ne donne pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Toute autre décision (ajournement, réfaction ou rejet) donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Par dérogation au CCAG/FCS, la durée de l'ajournement est précisée par l'acheteur.

10.12 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

10.13.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Pénalités en cas de mauvaise exécution :

En cas de mauvaise exécution des prestations (Cf. article 5.1.5 du CCTP), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 euros TTC par livraison intermédiaire refusée.

10.13.2 Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de fournitures relatives à la clause d'insertion prévue à l'accord-cadre

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements liés au contrôle de la clause d'insertion prévus à l'article 10.6 du présent CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 75 € HT par jour de retard. En l'absence de réalisation des heures d'insertion, une pénalité de 50 euros HT par heure non exécutée est décomptée.

10.13.3 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG de référence, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de référence, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant de la partie forfaitaire ou du bon de commande.

Article 11 - RÉGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Le prix des prestations est ferme et définitif.

Pour la partie à bons de commande les prix figurent dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- ✓ les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site,
- ✓ la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS),
- ✓ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations,
- ✓ toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations.

11.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire (date indiquée dans l'acte d'engagement).

Le prix des postes 1 et 2 est ferme et forfaitaire.

Les prix sont fermes et actualisables.

Les prix peuvent être actualisés dans les conditions suivantes :

- si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix (mois de l'offre) et la date de notification de l'accord-cadre.

La formule suivante indique le montant maximal de l'actualisation :

$$P = P_0 \times [IPPS_{m-3} / IPPS_0] *$$

* arrondi au 1000ème supérieur soit à titre d'exemple 1,0021 est arrondi à 1,003)

P = prix actualisé

P₀ = prix de base figurant au marché.

IPPS₀ est lue pour le mois ou le trimestre d'établissement des prix (mois d'établissement des prix étant la date de remise de l'offre) et correspond à la valeur de l'indice :

- Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)- Identifiant 010766502 ;

IPPS_{m-3} est la valeur de l'indice lue trois mois avant la date de notification de l'accord-cadre.

Sous réserve de reconduction, les prix des postes à bons de commande (postes 3 et 4) pourront être révisés une fois à la date anniversaire de l'accord-cadre. Pour cela, le titulaire doit notifier au Service des achats à l'adresse sg-ach-all@shom.fr du Shom son bordereau de prix pour les périodes suivantes de l'accord-cadre au moins 2 mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

En l'absence de transmission de nouveau bordereau des prix à l'échéance mentionnée ci-dessus, les prix restent inchangés pour la période suivante.

Le prix d'un bon de commande est ferme et non révisable. Le prix du bon de commande est le prix applicable à sa date de notification.

La formule suivante indique le montant maximal de la révision autorisé pour l'accord-cadre :

$$P = P_0 \times [0,125 + (0,875 \times (IPPS / IPPS_0))] *$$

* arrondi au 1000ème supérieur soit à titre d'exemple 1,0021 est arrondi à 1,003)

P = prix révisé

P₀ = prix de base figurant à l'accord-cadre.

IPPS₀ est lue pour le mois ou le trimestre d'établissement des prix (mois de la remise de l'offre) et correspondent respectivement aux valeurs de l'indice :

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)- Identifiant 010766502

IPPS est la dernière valeur connue de l'indice concerné à la date de demande de la révision.

11.3 Avance

En cas de non renoncement du titulaire dans le mémoire technique, une avance correspondant à :

- Pour la première période :

- 10 % du montant des postes 1 et 2 ramené à une durée de douze (12) mois sera versée à la notification de l'accord-cadre.
 - Pour la deuxième et troisième période :
- 10 % du montant du bon de commande lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre pour la partie forfaitaire et le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande le cas échéant.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

11.4 Modalités financières

Pour le poste 1 forfaitaire, la prestation sera réglée à l'admission de la prestation.

Pour le poste 2 forfaitaire, la prestation sera réglée comme suit :

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois. Le solde de 20 % sera versé à l'admission de la prestation.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Pour les postes à bon de commande 3 et 4, la périodicité des acomptes est fixée comme suit :

- Pour un bon de commande d'une durée d'exécution inférieure ou égale à 3 mois, la totalité du bon de commande sera réglée en un seul terme à l'admission des prestations conformément aux dispositions du paragraphe ci-avant.
- Pour les postes d'un bon de commande d'une durée d'exécution supérieure à 3 mois, le titulaire a droit à un acompte trimestriel calculé selon la formule ci-dessous :

$$A = [(V * 0,80) * 3]$$

D

A = valeur de l'acompte trimestriel,

V = montant HT du bon de commande

D = durée prévue d'exécution du bon de commande en mois.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le paiement du solde interviendra à l'admission de l'ensemble des prestations pour le bon de commande.

11.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original de l'accord-cadre revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre.

11.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.7 Modalités de facturation

11.7.1 Répartition des paiements

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.7.2 Modalités de facturation

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- ✓ la date d'émission de la facture,
- ✓ la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- ✓ le code du service exécutant (FACTURES_FOURNISSEURS),
- ✓ la référence de l'accord-cadre (26AC01),
- ✓ le numéro d'engagement juridique,
- ✓ la date de livraison des prestations,
- ✓ la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- ✓ le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou leur prix forfaitaire,
- ✓ le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée,

✓ le numéro du bon de commande (le cas échéant).

11.7.3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.7.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.7.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée selon le dispositif chorus pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les modalités de facturation concernant les sous-traitants figurent en annexe du présent document.

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

12.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

12.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Les fichiers fournis sont la stricte propriété du Shom et ne peuvent être utilisés par le prestataire que dans le cadre de ce présent accord-cadre.

En complément de l'article 37 du CCAG-FCS, les documents ou données remis au titulaire ne peuvent être transmis ou communiqués à un tiers, pour quelque usage que ce soit. Cette règle s'applique aux livrables attendus.

Le titulaire s'engage :

- ✓ à ne pas exploiter les fichiers livrés comme résultats de cet accord-cadre sous toute forme et sous tout support, que pour les seuls besoins d'étude liée à la réalisation du présent contrat et à s'interdire toute autre utilisation de ces informations,
- ✓ à détruire les informations et tout document dérivé de ces informations, et à n'en conserver aucune copie.

Le titulaire s'interdit toute reproduction aux fins de divulgation, communication, mise à disposition, transmission de ces informations à des tiers, sous toute forme, sur tout support, par quelques moyens et quelques motifs que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, sans l'autorisation expresse du Shom.

Le titulaire reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du Shom.

12.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- ✓ à son adresse ou à son siège social,
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <https://365.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

12.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne perçoit pas une indemnité de résiliation.

12.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.10 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

Tout litige dans le cadre du présent contrat pour les questions relatives à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal judiciaire de Brest.

12.11 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- ✓ les coûts d'arrêt des prestations objet du marché,
- ✓ les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution,
- ✓ la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés »).

Article 13 - DÉROGATIONS

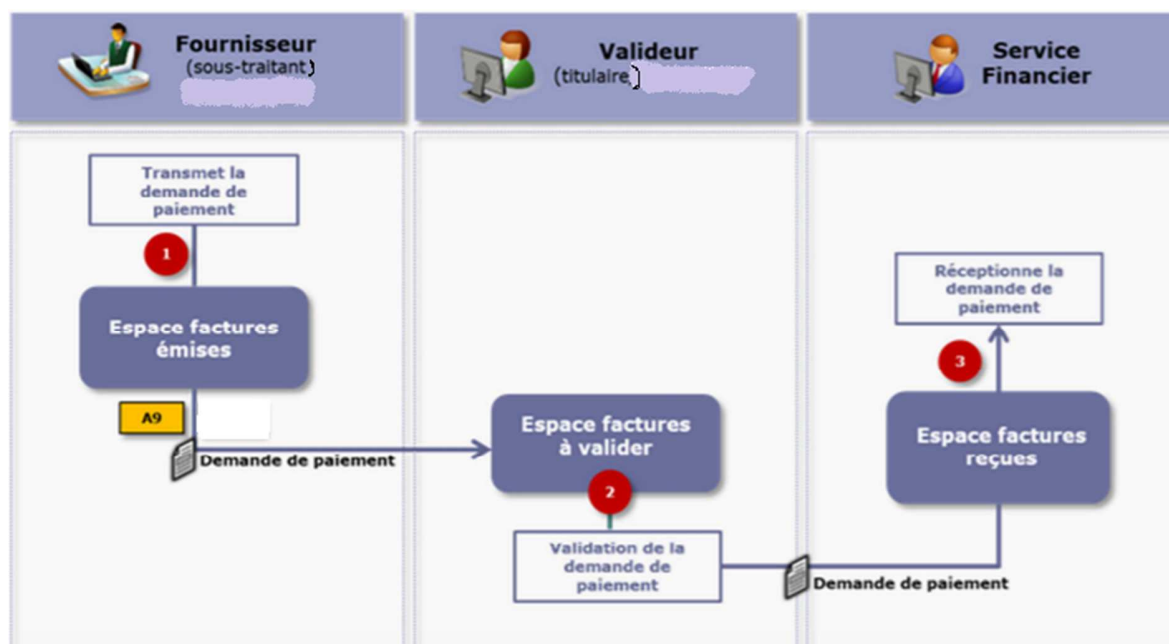
Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
10.1.2	3.4	Représentation du titulaire
10.11	28.2 ; 29	Opérations de vérification - décision
10.13	14	Pénalités
10.11.1.1 12.7	38 ; 41 - 42	Résiliation

ANNEXE – MODALITES DE FACTURATION DE SOUS-TRAITANTS

1 – Circuit d'une facture avec validation

Le schéma ci-dessous décrit le processus de validation d'une facture simple de sous-traitance dans CHORUS PRO :



2- Description du processus

Étape 1 :

En tant que sous-traitant, vous devez transmettre votre demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ».

Vous identifierez le titulaire dans le champ « Titulaire » et renseignerez les informations demandées.

En tant que sous-traitant vous indiquerez dans le « cadre de facturation » le code A9.

A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.

Étape 2 :

Suite au dépôt de votre facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que vous avez émis une facture en qualité de sous-traitant.

Étape 3 :

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider votre demande de paiement dans l'espace « Facture à valider » de Chorus Pro.

En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au destinataire qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

Étape 4 :

Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le service financier de la structure publique reçoit dans l'espace « Facture reçues » la demande paiement.

Étape 5 :

Le règlement de la facture par le service financier reste inchangé.